

	énergie transports santé éducation et recherche		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé : 3 500 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 3 500 000 EUR Principaux Etats-membres et institutions financières participant à l'Initiative Equipe Europe (TEI): <ul style="list-style-type: none"> - France : 51 690 000 EUR + montant du volet national (Gabon) du Programme régional AFD (à définir) - CAFI 2 (UE, AL, FR, PB, BG) : 7 970 000 EUR - BEI : 20 000 000 EUR (prêt projet « Centre de traitement et de valorisation des déchets (CTVD) à Libreville ») 			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité du projet Gestion directe par : <ul style="list-style-type: none"> - Subventions - Marchés publics, passation de marchés 			

1.2 Résumé de l'Action

Le Programme Indicatif Multiannuel (PIM) pour le Gabon a identifié trois domaines prioritaires pour le futur cycle de programmation avec : (i) transition verte ; (ii) croissance durable et emplois verts et ; (iii) gouvernance. Les activités proposées dans l'action « **Croissance durable et emplois verts au Gabon** » se concentrent principalement sur la mise en œuvre de la priorité 2, même si elle contribue, dans une certaine mesure aux deux autres priorités.

La transformation vers une économie verte avec des emplois décents et durables nécessite de lever les blocages actuels en favorisant une croissance neutre pour le climat, circulaire et verte et apportant des bénéfices sociaux et économiques. Le diagnostic de la croissance durable et des emplois verts au Gabon montre que le secteur des forêts a été et est actuellement très appuyé. Il existe un dialogue étroit entre les Organisations de la Société Civile (OSC) et les structures étatiques, une évolution vers la durabilité (forêts certifiées, début de prise en considération des déchets issus des différentes transformations, etc). A l'inverse, les secteurs de la pêche et de l'agriculture sont marqués par une faible représentation de la société civile, des systèmes de production extensifs, des chaînes de valeur (de la formation à la commercialisation) pas totalement prises en compte (absence de produits bio certifiés, faible valorisation des déchets, etc.) et un dialogue public/privé faible.

Cette action permet d'appuyer la révision du cadre politique et législatif favorable à la création d'emplois décents dans les secteurs porteurs de croissance « verte » (foresterie, agriculture, pêche) ainsi que dans les activités de